

Convention collective

**IDCC : 9712. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Saône-et-Loire)
(1^{er} janvier 1977)**

(Etendue par arrêté du 26 août 1977,
Journal officiel du 5 octobre 1977)

**AVENANT N° 133 DU 15 JANVIER 2015
MODIFIANT L'AVENANT N° 105 DU 1^{ER} SEPTEMBRE 2005
RELATIF À L'ACCORD « PRÉVOYANCE »**

NOR : AGRS1597215M
IDCC : 9712

Entre :

La FDSEA de Saône-et-Loire,

D'une part, et

L'UD des syndicats CFDT de Saône-et-Loire ;

L'UD des syndicats CGT-FO de Saône-et-Loire ;

La FNAF CGT ;

L'UD des syndicats CFTC de Saône-et-Loire,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

Le présent avenant a pour objet de modifier le régime de prévoyance mis en place par l'avenant n° 105 du 1^{er} septembre 2005 à la convention collective, modifié par les avenants n° 112 du 12 mars 2009 et n° 125 du 12 avril 2012, considérant :

- la volonté des partenaires sociaux de mettre à jour le libellé de la catégorie de personnel bénéficiant du régime de prévoyance avec le décret n° 2012-25 du 9 janvier 2012 relatif aux catégories objectives, modifié par le décret n° 2014-786 du 8 juillet 2014 ; la définition du point de départ de la garantie incapacité temporaire de travail est également précisée ;
- que cette mise à jour n'entraîne pas de modification du périmètre des bénéficiaires concernés et n'impacte pas l'indemnisation résultant de la garantie incapacité temporaire de travail ;
- la volonté des partenaires sociaux de prendre en compte la situation des salariés en cumul emploi-retraite ;
- les résultats techniques enregistrés par le régime.

Article 2

Mises à jour

1.1. Bénéficiaires des garanties

Le premier paragraphe du préambule de l'avenant n° 105 du 1^{er} septembre 2005, modifié en dernier lieu par l'article 1^{er} de l'avenant n° 112 du 12 mars 2009, est remplacé par le paragraphe suivant :

« Le régime de prévoyance des exploitations agricoles de Saône-et-Loire est applicable à la catégorie "personnel non cadre". La catégorie "personnel non cadre" vise le personnel ne relevant pas des articles 4 et 4 *bis* de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947. »

1.2. Salaire de référence

La mention « Personnel non cadre (y compris les personnes sous contrat de travail à durée indéterminée, les personnes sous contrat de travail à durée déterminée, les apprentis, le personnel saisonnier et les vendangeurs) » figurant dans les paragraphes définissant les salaires de référence des garanties du régime de prévoyance (à l'exception de la garantie maintien de salaire) est remplacée par la mention suivante :

« Personnel ne relevant pas des articles 4 et 4 *bis* de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 ». »

1.3. Garantie incapacité temporaire de travail

Au sein du paragraphe « Définition de la garantie » de l'article 1.2 « La garantie incapacité temporaire de travail » de l'avenant n° 105 du 1^{er} septembre 2005, les points « Point de départ de la garantie » et « Montant des prestations » sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Point de départ de la garantie :

La prestation est versée au titre de cette garantie à l'issue d'une franchise fixe de 60 jours d'arrêt de travail.

Montant des prestations :

Le montant annuel des indemnités journalières représente 80 % du salaire brut de référence (*) sous déduction des prestations versées par la caisse de la mutualité sociale agricole et, le cas échéant, du maintien de salaire résultant des obligations conventionnelles de l'employeur.

En tout état de cause, ces garanties ne doivent pas conduire à verser à l'intéressé, compte tenu des sommes de toutes provenances perçues à l'occasion de la maladie ou de l'accident, d'ordre professionnel ou non, un montant supérieur à la rémunération nette qu'il aurait effectivement reçue s'il avait continué à travailler. Cette limite prend en compte les ressources suivantes : salaire à temps partiel en cas d'activité réduite, allocations de chômage, pensions de retraite.

Concernant les saisonniers, seuls sont pris en considération et donnent lieu à prestations les arrêts de travail se situant pendant la période du contrat de saison. »

Article 3

Prise en compte de la situation des salariés en cumul emploi-retraite

2.1. Modification de la garantie incapacité temporaire de travail

A l'article 1.2 « La garantie incapacité temporaire de travail » de l'avenant n° 105 du 1^{er} septembre 2005, dans le paragraphe « Durée d'indemnisation », la mention « date d'effet de la liquidation de la pension vieillesse de la mutualité sociale agricole » est complétée du renvoi (**) suivant.

« (**) La cessation à la date d'effet de la liquidation de la pension vieillesse de la mutualité sociale agricole ne s'applique pas aux participants en situation de cumul emploi-retraite remplissant les conditions d'ouverture des droits aux prestations en espèces de la mutualité sociale agricole. »

2.2. Modification de la garantie en cas de décès

A l'article 1.4 « La garantie en cas de décès » de l'avenant n° 105 du 1^{er} septembre 2005, la mention « avant son départ à la retraite » est supprimée dans les paragraphes « Capital en cas de décès du salarié » et « Invalidité absolue et définitive ».

Article 4

Taux de cotisation

Le taux d'appel tel que défini par l'article 2 de l'avenant n° 105 du 1^{er} septembre 2005 et modifié par l'avenant n° 112 du 12 mars 2009 est maintenu pour les exercices 2015 et 2016 à 1,40 % de la masse salariale brute totale prise en compte dans la limite de 4 plafonds mensuels de la sécurité sociale, sous réserve que pendant cette période des modifications de lois ou de la réglementation servant de base aux prestations garanties ne remettent pas en cause l'équilibre technique.

Article 5

Dates d'effet

Les dispositions de l'article 1^{er} du présent avenant prennent effet au 1^{er} juillet 2014, celles des articles 2 et 3 au 1^{er} janvier 2015.

Article 6

Dépôt. – Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé en 5 exemplaires, dont un en version numérique, à l'UT de la Saône-et-Loire de la DIRECCTE Bourgogne.

Fait à Mâcon, le 15 janvier 2015.

(Suivent les signatures.)